UN

PROLÉTAIRE

AUX ÉLECTEURS,

Par Ed. C.

« Laissez dire, laissez-vous blâmer, condamner, emprisonner; laissez-vous pendre, mais publiez votre pensée. Ce n'est pas un droit, c'est un devoir. »

SIR JOHN BICKERSTAFF.

PARIS.
LEVAVASSEUR, LIBRAIRE,
AU PALAIS-ROYAL.

1831.

Cassagnaux né à Paris le 29 Thermidor, An XI (17 Août 1803.)

Romantique.

La Sentinelle Picarde 1829 feuille d'opposition contre la Monarchie de Juillet. ce journal disparut en 1840 pour faire place au Journal de la Somme.

La première oeuvre caractéristique de Cassagnaux parut en 1831 dans la Sentinelle, le 2 Août Le Débouchoir à pipe : Un capitaine de hussard a perdu une maîtresse chérie en souvenir d'elle il ne lui prend pas une mèche de cheveux, mais il arrache au cadavre un tibia pour débourrer sa pipe.

On a de cet auteur : Un Oisif — Un Joueur —

1832 Le meurtre de la Vieille rue du Temple
1833 Le Pénitent 2. vol. in 8°
1834 Les 2 nommes.
1835 Baltassar.

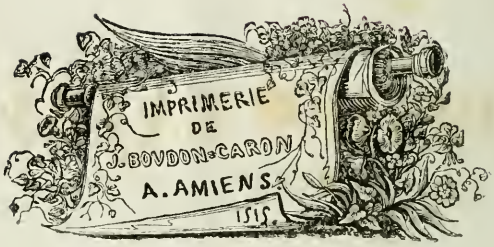
Le 7-2-1938 la vente Balesdent m'a permis de sauver de l'oubli, une plaquette : Un prolétaire aux Electeurs 1831 Paris. Levavasseur. — Imprimerie de Boudon Caron à Amiens — L'étude de Me Alain Dubois du 15-12-1906 due aux Rosatis, n'en fait pas mention.

DC
200
.G52
1931
SMRC

UN

PROLÉTAIRE

AUX ÉLECTEURS.


IMPRIMERIE
DE
J. BOUDON-CARON
A. AMIENS.
1515.

UN

PROLÉTAIRE

AUX ÉLECTEURS,

Par Ed. C[illegible]

« Laissez dire, laissez-vous blâmer, condamner, emprisonner; laissez-vous pendre, mais publiez votre pensée. Ce n'est pas un droit, c'est un devoir. »

SIR JOHN BICKERSTAFF.

PARIS.

LEVAVASSEUR, LIBRAIRE,

AU PALAIS-ROYAL.

1831.

UN

PROLÉTAIRE

AUX ÉLECTEURS.

SITUATION.

Celui-la qui, nouvel Epiménides, se serait endorm le 24 juillet, et ne se serait réveillé qu'aujourd'hui, nous le demandons, croirait-il le gouvernement changé? croirait-il qu'une glorieuse révolution a été faite?—Il serait étonné quelques instans d'entendre parler de Louis-Philippe; mais il se dirait, Charles X, Louis-Antoine, et le duc de Bordeaux sont morts, le duc d'Orléans leur a succédé : voilà tout. La preuve

c'est que tout, en définitive, est à peu près comme devant.

Toute la question est là : y a-t-il ou n'y a-t-il pas eu révolution? S'il y a eu, non pas *un événement*, mais une révolution!.....

Du moment que l'homme principe, le vertueux Lafayette se vit obligé de donner sa démission pour ne point paraître sanctionner, par sa présence, un système qu'il désapprouvait; du moment que Dupont de l'Eure, et successivement Odilon-Barrot, Comte, Mérilhou, Lafitte furent forcés de se retirer, tandis que MM. Montalivet, Barthe et Sébastiani restèrent, il devint facile à chacun de prévoir ce qui est progressivement arrivé.

La défiance devenue générale, c'est un fait, nous le constatons.

Le commerce à peu près mort.

Une tendance évidente à l'arbitraire et aux lois d'exception.

Un budget de quinze cents millions.

Une misère effroyable, des hommes qui meurent de faim, littéralement de faim.

Le midi en proie aux sourdes menées des carlistes.

Plusieurs départemens de l'ouest sillonnés par les bandes des Diot, des Sortant.—La chouannerie relevant la tête!

Une guerre étrangère à peu près sûre, une guerre civile certaine !

Inquiétude, défiance, misère, en trois mots voilà donc la France telle que l'ont faite quelques intrigans, quelques plats courtisans, quelques dupes, et pourquoi ? parce que les principes de la révolution de 1830 ont été faussés de prime abord par les coteries.

Pour sortir de cette situation, et l'on conçoit qu'il le faut à tout prix, il est indispensable de revenir au point de départ, et pour cela un ministère *fort* est nécessaire, car l'on ne fait rien de bon avec de la faiblesse, des *à peu près*, et quelques destitutions ; on bâtit sur le sable, on recrépit des ruines ; et d'ailleurs plus un peuple est libre, plus il convient que son système d'exécution ait de la force. C'est presque un théorème de géométrie : il nous faut donc un pouvoir fort, un pouvoir fort, parce qu'il s'appuiera sur l'opinion générale, fort, parce qu'il dérivera du principe qui a été posé dans la nouvelle Charte, fort, parce qu'il ne sera ni inconséquent, ni méticuleux, ni assez pusillanime pour s'effrayer d'associations aussi patriotiques, d'un but aussi noble que celles qui veulent maintenir ce qui est, et défendre le pays de l'invasion.

Nous avons résumé en trois mots la situation de la France, nous avons dit quelles fautes l'avaient traînée dans cette situation, et qui pouvait l'en tirer.

QU'EST-CE QU'UN POUVOIR FORT?

Ce n'est pas le despotisme, car le despotisme est aujourd'hui le plus fragile des gouvernementabilités, une décrépitude expirante, il ne faut pour s'en convaincre que jeter les yeux sur une gazette; il s'ébranle à la Chine, se modifie en Turquie, et expire en Espagne, ce n'est donc pas pour s'établir en France. Un pouvoir fort, ce n'est pas non plus un pouvoir s'accoudant sur une aristocratie nobiliaire ou bourgeoise; cette dernière formule de féodalité constitutionnelle n'a plus même la force d'un mot sonore, car *le temps a fait un pas*. Voyez au surplus ce qui s'achève en Angleterre, et ce que devient la vieille gouvernementabilité de Berne. Pour qu'un pouvoir soit réellement fort, sa première condition, selon nous, est de dériver du principe générateur de la constitution, sa seconde qu'il soit, non-seulement l'expression de la représentation nationale, mais aussi l'expression de l'opinion populaire. Hors de là nous ne voyons guère que de la force brute, et l'on sait que cette force est le plus frèle appui d'un État, n'étant quasi rien sans la force morale qui l'épure, et pour ainsi dire la sanctifie dans ce qu'elle a de grossier et de sauvage. Sans

cette indispensable alliance, elle est un moyen de trouble, de révolution de plus, et mène droit à l'anarchie par un despotisme momentané. Or, la force morale, elle gît dans l'opinion, c'est donc l'opinion qu'il faut qu'un pouvoir né du principe constitutionnel séduise, pour être fort et pour marcher : ce lui est toujours facile.

Autrement, vous ferez des tables d'exception, vous aurez une loi martiale, vous feriez feu sur les attroupemens, le sang coulerait, des cadavres joncheraient encore les rues, vous renouvelleriez enfin les mitraillades de vendémiaire et les scènes de la rue St.-Denis, que, désabusez-vous, vous ne seriez pas *forts*. Cela ne servirait pas plus à l'affermissement de la dynastie nouvelle que le droit divin n'a servi à la branche aînée des Bourbons ; l'emploi de ces moyens n'est plus du pouvoir aujourd'hui, mais bien de la part des gouvernans le dernier terme de la faiblesse.

Bailly, la loi martiale à la main, fit tirer sur le peuple, à quoi cela fut-il bon? A irriter les esprits, à inspirer de nouvelles haines, à préparer de terribles vengeances.

Le directoire fit mitrailler, que devint-il?

Et Napoléon, malgré sa gloire, où est son tombeau? au rocher de Sainte-Hélène; pourquoi? parce que toute cette gloire, toute cette grandeur n'était appuyée que sur de la force brute. — Et Charles X et Brunswick, et Guillaume d'Orange!

Nous avons dit qu'il fallait nécessairement à la France un pouvoir fort. Qu'un pouvoir fort était celui qui dérivait du principe générateur de la constitution, et s'appuyait non seulement sur la représentation nationale, mais sur l'opinion populaire, car la représentation nationale n'est pas toujours l'expression vraie des besoins du peuple, elle peut n'être que le produit de l'intrigue, voire même de la fraude, nous en avons eu des exemples.

Nous allons voir si le ministère actuel remplit toutes ces conditions, et s'il ne les remplit pas, quels hommes, car, en politique, les hommes sont l'expression exacte des choses, devraient être appelés à faire mouvoir les rouages de la machine gouvernementale.

LE MINISTÈRE ACTUEL.

On n'aurait pu argumenter de ce qu'il avait la majorité dans les chambres; car une de ces chambres est incomplète, presque un zéro; l'autre, celle des députés, n'était qu'un composé bizarre de divers débris, et n'avait point d'origine vraiment nationale, elle fut nommée sous l'ancien règne.

Mais en admettant même que le ministère aurait la majorité dans la chambre prochaine, ce qui n'est pas prouvé, nous disons qu'il ne serait encore qu'une pierre d'achoppement où se viendrait briser tout progrès, et qui compromettrait notre avenir.

Le ministère Périer, qu'on ne s'y trompe pas, ne peut vouloir toutes les conséquences de la Charte nouvelle, car il ne dérive pas de son principe générateur. Il n'est sorti des rangs du juste milieu de cette chambre, que nous nous abstiendrons de qualifier, que pour arrêter la marche de la révolution, pour remonter vers le passé, pour rattacher, autant que possible, la dynastie nouvelle à l'ancienne dynastie, il a été en quelque sorte imposé par une majorité qui n'a pas compris sa mission, ou plutôt qui n'en

avait pas, il a été imposé à la volonté royale en haine des trois jours. Lisez les journaux de ce ministère, et voyez comme ils s'efforcent de dénaturer les principes de juillet, ou d'en tirer des conséquences sophistiques; un de ces journaux va même jusqu'à nier formellement qu'il y ait eu révolution! Lisez, lisez leurs phrases, pesez leurs actes, méditez ce qu'ils ont fait, ce qu'ils n'ont pas fait, et jugez, prononcez! toujours sera-t-il que la presse et l'opinion sont contre eux, ces hommes qui n'ont si long-temps fait de l'opposition que pour, arrivés au pouvoir, faire et dire, comme ceux qu'ils ont tant blâmé, tant flétri et voulu mettre en accusation.

Résumons-nous.

Le ministère actuel ne peut remplir la mission pour laquelle tout ministère doit être formé, c'est-à-dire, administrer pour tous, et suivre un système politique qui soit dans l'intérêt du plus grand nombre, parce que ce ministère est incompatible avec le principe de la constitution, parce qu'il a contre lui la majorité de la presse, l'opinion, et qu'ainsi il ne peut être fort.

Et puis qu'a-t-il fait, voyons, ce ministère tant vanté, tant prôné; ces hommes d'état, d'affaires?

Qu'ont-ils fait pour le peuple, ce peuple à qui ils doivent de ne pas tendre le dos sous la verge monacale d'un prince décrépit? Où sont-elles ces améliorations promises qui devaient donner à ce peuple une part dans le gouvernement que lui seul a fondé?

Qu'ont-ils fait pour le commerce? n'existent-ils plus ces monopoles, ces entraves fiscales, ces prohibitions qui l'entourent à chaque pas d'un nouvel horizon de fer. Montrez, montrez les traités que vous avez faits pour lui assurer de nouveaux débouchés; dites les encouragemens que vous lui accordez; les canaux que vous avez entrepris; les protections que vos consuls ont eu ordre de lui offrir. Qu'avez-vous fait, qu'avez-vous fait pour l'humanité, pour la tolérance? Combien d'écoles avez-vous ouvertes? le monopole risible de l'université est-il déchiré? Ne viole-t-on plus le domicile des citoyens? des lois barbares, ineptes, indignes d'une nation civilisée, ne souillent-elles plus nos Codes, où souvent, pour punir un moment d'erreur, de délire, il n'est question que de fers, de bourreaux et de mort! Qu'avez-vous fait pour la gloire et l'honneur de la France! Les estafiers de la Prusse n'arrêtent-ils point, n'emprisonnent-ils point, à leur plaisir, les voyageurs Français? Miguel, *le monstre*, ne fait-il point fouetter, jeter dans les cachots, aux galères, les citoyens Français? Guilleminot n'a-t-il pas été rappelé pour plaire à la Russie? l'Autriche ne nous joue-t-elle pas? et la Pologne que vous laissez tranquillement égorger, et la Belgique, et l'Italie!

Ne dites pas que le temps vous a manqué, que vos moyens étaient faibles ou non développés.... du temps vous en avez trouvé pour traîner aux bancs des cours d'assises les écrivains les plus courageux et les braves de juillet qui n'avaient d'autres torts que ceux

d'élever la voix contre votre désastreux système : du temps, grands hommes d'état, vous n'en avez eu que trop pour fabriquer péniblement tant de mauvaises lois, pour distribuer avec complaisance tant de places et de croix, la pâture, en un mot, à ces hommes, vos créatures, misérables chenilles qui rongent les feuilles de l'arbre de la liberté. Vous en avez trouvé du temps pour satisfaire, gorger, souler ceux-là qui apparaissent après les révolutions, comme les vers après la pluie, et qui, sortis de dessous terre, rampant dans la boue, se traînent aux antichambres, aux salons du pouvoir, pour là s'engraisser, et dévorer à loisir les sueurs du peuple. Pour ce qui est des moyens à votre disposition, vous aviez l'élan général, cet élan de juillet que vous avez comprimé.

— Le peuple souverain, taillable et corvéable à merci! ilote politique, et payant quinze cents millions! qui ne peut faire un pas sans la permission de la police, sans un passe-port; qu'à la moindre plainte qui viendra troubler la sécurité de ses maîtres, les suzerains du budget, on jette dans les cachots, on traîne aux assises, comme un escroc ou un voleur, le peuple souverain qui meurt de misère, qu'on dirait n'être que pour payer; matière imposable, il sue pour la plus grande gloire de Messieurs de la doctrine, couchés nonchalamment sur leur sofa, bâtissant à loisir leur comique système : dérision!

— La classe la plus nombreuse est encore la plus infortunée; les préfets, les directeurs généraux ont

toujours d'énormes traitemens, ce qui leur permet d'afficher un luxe scandaleux; n'y a-t-il plus de sinécures, d'oisifs patentés qui se promènent dans des chars dorés, insultant aux souffrances des travailleurs? Les carlistes n'encombrent-ils plus les administrations? N'exploite-t-on plus d'émeutes et de conspirations ridicules afin d'influer sur les élections? N'emprisonne-t-on plus les écrivains libéraux, ne les injurie-t-on plus, calomnie-t-on plus, proscrit-on plus? Qui a changé de nous qui professons encore les mêmes maximes, ou bien d'eux, qui renient leurs glorieux antécédens, pour se faire les échos, les copies des Corbières et des Villèle?

QUE FAUT-IL FAIRE?

Chacun sentait la nécessité d'une chambre nouvelle, pour qu'au moins elle eut une origine révolutionnaire; mais l'on diffère en ce que les uns veulent que l'on renvoie à peu près les mêmes hommes, la même majorité, les autres une autre majorité, une majorité plus conforme au nouvel ordre de choses.

Nous avons dit, et prouvé qu'il fallait un ministère fort pour réparer les fautes qui avaient été faites; que le ministère actuel ne l'était pas, ne pouvait pas l'être, et qu'il n'avait rien fait, rien pour la prospérité et l'honneur de la France. Maintenant faisons-nous ces questions: d'où le ministère a-t-il été tiré? Quel système représente-t-il? et où va-t-il? — Il sort des phalanges des centres, il représente le système des quasis, à peu près, de la bascule, du juste milieu; formé, ou plutôt imposé en haine du principe de la Charte de 1830, il va, sans s'en douter bien entendu, les yeux fermés, droit à une troisième restauration.

Il ne faut donc pas renvoyer les mêmes hommes, la même majorité, une majorité qui, bien loin de nous tirer de la position fausse où nous nous trouvons, ne

ferait que créer un embarras de plus. Il est évident pour tous ceux qui ont des yeux que c'est cette fatale majorité d'intérêts privés qui a causé tous nos maux, en se liguant contre l'intérêt général, en se jetant à la traverse de toutes les améliorations, et en imposant le ministère-quasimodo. Cette majorité, composée des mêmes élémens, ne pourrait faire en définitive ce que la précédente n'a pu accomplir. Elle ne ferait point que la presse et l'opinion ne fussent contre le système Périer-Decazes; elle ne ferait pas enfin que ce ministère qui nous pèse si fort dérivât du principe générateur de la constitution.

Qu'on y songe bien, les mêmes griefs subsisteraient parce que les mêmes causes seraient flagrantes. Nous en avons l'intime conviction, nous resterions dans cet état de malaise, de marasme, et de défiance qui est la faute des doctrinaires et des hommes du milieu; bien plus, cet état s'empirerait encore en paraissant acquérir une certaine durée, et nous n'en pourrions peut-être plus sortir sans secousses et révolution, et rien n'est plus funeste aux intérêts matériels que les secousses et les révolutions quelles qu'elles soient, et n'importe d'où elles viennent. La liberté marche et rien au monde ne peut l'arrêter. C'est sottise de vouloir arrêter un torrent; il faut seulement savoir diriger son cours, et en faire un fleuve paisible et fécondateur. — Mais pour cela nous n'avons pas besoin d'eunuques politiques, de quasi-hommes d'état, d'hommes d'affaires, ou plutôt d'agioteurs de bourse.

Et puis, réélirez-vous ces hommes avides que l'on a vu plus âpres à la curée des places et des honneurs, qu'une meute de dogues affamés sur les entrailles d'une proie saignante; ces hommes qui mentent à de glorieux antécédens, charlatans dorés qui osent monter encore sur les trétaux malgré les sifflets vengeurs de l'opinion indignée; s'efforçant de ne faire consister notre révolution qu'en un changement de noms, polichinelles qui défendent aujourd'hui ce qu'ils blâmaient naguère?

De ces libéraux qui semblent n'être députés que pour placer leurs fils, gendres, cousins, petits-cousins remués de germains, de ces bonnes gens qui n'ont jamais vu que deux choses dans notre machine gouvernementale: eux payés, et les ministres qui paient?

Prendrez-vous des êtres usés et dont la facile conscience ne tient pas à un serment de plus ou de moins, attendu qu'ils en ont déjà prêté sept ou huit?

Renverrez-vous sur leurs chaises curules ces beaux fils politiques, meubles obligés d'une cour, valets galonnés, sur toutes les coutures, à souple échine et à bouche mielleuse, courtisans par métier et flagorneurs du pouvoir, uniquement parce qu'il est pouvoir et qu'il a un budget, des rubans et des oripeaux; ou de ces automates semblables au canard de Vaucanson, dont tout le mérite consistait à se mouvoir, manger et digérer comme un animal vivant?

Nommerez-vous, nommerez-vous de ces honorables trainards du milieu, hommes du lendemain si jamais il en fut, qui, pareils aux moutons de Panurge, sautent parce que les autres sautent, rient parce qu'ils rient, se lèvent parce qu'ils se lèvent, votent parce qu'ils votent, et ont la sotte bonhommie d'avoir créance aux paroles d'un ministre par la seule raison qu'il porte un habit brodé d'or : — Dignes humains ! pour eux l'homme n'est rien, l'habit ministériel tout.

Et ces piliers d'antichambre qui se font tout blancs de l'ordre public; ces épauletiers fanfarons, *chiens de palais*, qui suivent un Roi comme son ombre, pour attraper un os; — Flatteurs de tous les temps et de tous les régimes; adorateurs du budget et d'un bout de ruban, d'un mince galon; gens qui obsèdent, intriguent pour le plaisir d'intriguer et de recevoir, de prendre; dévoreurs de substance populaire, et qui, pour la plupart, ne sont bons qu'à parader et encombrer les salons de leur fainéantise, dites, les nommerez-vous ?

Et ceux là donc qui ne viennent s'étaler que pour se faire échos des pensées des autres, ces hommes qui n'ont pas d'opinion, qui ne pensent pas plus que s'ils étaient de bois, dorment, dinent et ouvrent ébahis de grands yeux quand il arrive à un patriote de rappeler les promesses de juillet; ceux-là dont les funestes préjugés d'une misérable routine empêchent le commerce français de prendre son essor, qui pensent

d'abord à leur calicot, charbon ou sucre, avant de penser à la France; gens qui ne sont plus que l'ombre de ce qu'ils furent, s'efforçant niaisement de recoudre la révolution à la restauration, eux dont le bon sens égale presque celui des filles de Danaüs qui voulaient emplir un tonneau percé; dites, les nommerez-vous, les nommerez-vous représentans de la France!

Oh! les hommes du centre, les hommes du centre!!

Toutes les calamités des révolutions, tous les malheurs, toutes les catastrophes qui dévorent les peuples viennent de ces hommes, et s'accomplissent par ces hommes qui pensent, non avec leur cœur, mais avec leur ventre.

— Qui accomplit la ruine d'Athènes et l'asservissement du reste de la Grèce, sinon la bassesse et la corruption de ces orateurs que Philippe soudoyait: c'était les hommes du centre d'alors.

— Et ce sénat, vil flatteur de César et d'Octave; ce sénat approuvant le meurtre d'Agrippine; ce sénat que Domitien faisait délibérer sur une sauce de turbot. — Eh! de nos jours nous avons bien vu un grave conseil de ministres, d'hommes d'état, délibérer, méditer longuement sur la couleur d'un ruban! — Ce sénat était-il autre chose qu'un composé d'hommes du juste milieu?

Cet autre sénat à qui, pour le diriger, Charles XII voulait envoyer une de ses bottes; ce parlement qui

souffrit devant lui Louis XIV, un fouet à la main ; cette chambre des communes qui fit éclore le despotisme de Cromwel ; ce parlement si énergiquement flétri du nom de croupion : mon Dieu, c'était des assemblées délibérantes où les hommes du centre dominaient.

Et de nos jours, ces députés *de la plaine* qui, silencieux et tremblans, approuvaient lâchement, voyaient le système de la terreur ; ce corps législatif muet qui ne sut qu'approuver et flagorner le grand homme ; ce sénat conservateur qui aurait été jusqu'à lécher les bottes impériales, et qui au jour du malheur !... Et cette chambre de trois cents qui a creusé l'abîme où s'est englouti le vieux trône deux fois restauré ! — Les hommes de ces majorités étaient et ne pouvaient être que des hommes du centre, de la bascule, du ventre en un mot, de ces hommes types de l'égoïsme, qui viennent dans tous les temps sous le masque du modérantisme, traverser, entraver, gâter, rapetisser tout.

Oui, à chaque pas qu'ils ont vu faire à la liberté, ils sont accourus lui mettre le boulet au pied, et chacune des conquêtes du peuple sur ses maîtres, alors qu'ils n'ont pu la façonner, l'amoindrir, l'exploiter à leur profit, a été pour eux un chagrin cruel. Ils veulent bien de la liberté, mais pour eux seuls. Ils ne la donnent jamais au peuple, mais ils la lui marchandent, et la lui vendent le plus cher possible et défigurée, mutilée, à n'être pas reconnaissable. Aussi sont-ils

toujours escortés de douanes, de timbres et d'enregistremens; aussi les monopoles sont-ils leur fait et leur joie: C'est leur vie, ils ne peuvent et ne savent administrer autrement. Il est temps de faire justice de ces hommes, vrais fléaux du gouvernement représentatif, plus dangereux, beaucoup plus dangereux aujourd'hui que les partisans du vieux Charles. — Plaisans législateurs qui n'ont pas à eux tous une idée gouvernementale! Hommes d'affaires s'occupant si bien des affaires du pays qu'ils semblent n'entrevoir qu'à travers le prisme de leur mille petites passions! — Vignicoles, cultivateurs de céréales, consommateurs de sel, dites si les hommes du ministère-quasi font les affaires de la France? Il serait beau les voir s'occuper de choses si minimes! Des hommes d'état ne font pas pour si peu vraiment! Qu'importe que la loterie, les maisons de jeu, impôts infâmes et crapuleux prélevés notablement sur les classes pauvres, qu'importe que les fermes des jeux, la loterie ruinent, dépravent, alimentent les bagnes et les charniers de la morgue! Il vaut bien mieux tâcher d'exploiter les émeutes, et s'efforcer de ne pas mécontenter les puissances! en vérité qui donc veut-on mystifier?...

Mais que faut-il faire, que faut-il faire?

Nommer une chambre homogène avec le principe générateur de la constitution. Alors le ministère actuel tombe, un autre, un ministère patriote le remplace, une voie est ouverte au progrès, et la France va paisiblement vers un brillant avenir. La royauté

nouvelle *est* par le peuple ; la chambre s'appuierait sur le peuple, et le ministère composé d'hommes de la jeune révolution, aidé par la *chambre des communes* et fort de l'opinion, constituant une *chambre haute* en harmonie avec les mœurs et les besoins de l'époque, il y aurait une trinité de pouvoirs homogènes et parfaitement pondérés. Alors tout marcherait ensemble à un même but : l'amélioration progressive. Alors d'accord sur les principes, et discutant consciencieusement les conséquences, nous aurions réellement un trône populaire entouré d'institutions républicaines, expression vraie des vrais besoins de notre ère. Un trône populaire entouré d'institutions républicaines, c'est-à-dire : un roi qui règne et n'administre pas ; toute la liberté compatible avec l'ordre, toute l'économie compatible avec la sureté de l'état. Alors, et seulement alors la France délivrée de son inquiétude, de sa défiance, et de cet état précaire qui lui pèse tant, reprendrait le rang qui convient à sa puissance. L'aisance renaîtrait, parce que la sécurité aurait fait refleurir le commerce. On aurait un pouvoir fort, et partant les carlistes cesseraient leurs menées, les légitimistes seraient sans influence parce qu'ils n'auraient plus d'espoir : les faits auraient parlé, démontré la bonté des principes d'une révolution philantropique faite par et pour le peuple. Alors nous aurions un gouvernement *national* et non pas un gouvernement *spécial;* et on n'aurait plus l'étrange spectacle, l'anomalie bizarre d'hommes impopulaires à la tête d'un ordre de choses fondé par la grâce du peuple.

La résistance serait à sa place, transformée en une opposition régulière, exprimant les vœux de la minorité, contrôlant les actes des ministres, et par cela seul contribuant encore au bien de tous : c'est alors que la prospérité générale ne serait pas qu'une espérance.

Donc, des hommes de la gauche, des hommes nouveaux, des hommes qui aillent s'asseoir sur ces bancs où siégent les Lafayette, les Odilon, les Mauguin, les Salverte, Lamarque, Dupont de l'Eure, Tracy! des hommes de la gauche, des hommes populaires qui n'auront point à se démentir, qui ne seront point gens *d'affaires*, mais qui sauront faire les affaires du pays, qui ne seront point hommes d'état que de nom, hommes d'état au-dessous des Villèle et des Damas, hommes d'état qui font sourire Metternick et jusqu'à Wellington; des hommes qui sauront diriger et amener à bien la révolution nouvelle, parce qu'ils sauront la comprendre. — Lafayette! voilà l'opinion faite homme de l'immense majorité des Français; Lafayette, c'est le seul nom que l'on puisse opposer à celui de Châteaubriant, tous deux les types, l'expression des deux systèmes logiques prédominant aujourd'hui; Lafayette, c'est la plus ferme colonne que l'on puisse donner au trône de juillet. Hors de là, nous ne voyons que non sens, pusillanimité, petitesse, camarillas, déceptions, et un avenir gros de tempêtes.

Donc, des hommes de la gauche, des hommes de la gauche, nous le répétons, car eux seuls peuvent sauver la France des fléaux de l'anarchie, et nous replacer dans cette sphère d'où les intrigues et la maladresse de quelques hommes nous ont sitôt fait sortir.

Il résulte de ce qui précède :

Que la situation de la France est telle, qu'il faut de nécessité un pouvoir exécutif fort.

Qu'un pouvoir ne peut être fort qu'autant qu'il provient du principe générateur de la constitution, et qu'il s'appuie sur l'opinion publique.

Que le ministère actuel ne peut être ce pouvoir, parce qu'il ne remplit point ces conditions, et qu'il est le produit des hommes du centre, du juste milieu, fléaux du gouvernement représentatif, et seuls auteurs des maux qui pèsent sur notre pays.

Qu'il faut faire tomber le mauvais ministère, et conséquemment se bien garder d'envoyer à la chambre prochaine les machines du milieu, du centre, les Quasimodos.

Enfin, qu'il faut de toute nécessité nommer des hommes de la gauche, parce qu'ils représentent le principe de juillet, et seuls peuvent sauver l'ordre de choses qui nous régit, en contribuant à l'érection d'un ministère fort, d'un ministère patriote.

Mais la guerre, la propagande, la guerre !

Laissons les mots, et raisonnons.

Si la guerre peut être évitée, ce ne sera pas certainement par un ministère faible et impopulaire, qui ne sait qu'éluder et manquer à ses propres maximes. Ce sera par un ministère patriote qui saura faire respecter son origine, et ne consentira pas à ce qu'on égorge ses alliés naturels. On n'évite pas la guerre par des concessions, mais on peut l'éloigner par une attitude énergique et généreuse : la pusillanimité n'attire que des mépris; la force et la droiture amènent une paix durable. La liberté subit la guerre comme une nécessité, mais il n'est pas de son essence de l'employer comme moyen, ou de l'avoir pour but; elle n'y peut guère rien gagner et peut beaucoup y perdre ; mais la liberté veut une paix honorable, et non un état amphibie et ruineux, acheté par d'humiliantes concessions, et le chapeau bas.

Mais 93!!! La terreur!!!! L'échafaud!!!!!!

On était à peu près généralement convenu de laisser cela aux nourrices, aux vieilles bonnes, et à MM. du parquet pour l'ornement de leurs redondans réquisitoires. Précisément parce que 93 a été terrible, sanglant, et a fait comme table rase, il ne peut revenir, *la lumière s'est faite*, et d'ailleurs il ne s'agit plus d'abattre maintenant, mais d'*édifier*. Un seul fait démontre d'une manière palpable la différence des deux époques : Louis XVI fut guillotiné, Charles X fut tout simplement mis à la porte. Venez donc encore nous

rabacher 93; exhumez donc votre fantôme de république, votre fantasmagorie de terreur : croyez-vous les électeurs des enfans de deux jours ?

Non, ils ne se laisseront pas prendre à des appâts si grossiers, pas plus qu'aux récits amphigouriques qui péridioquement annoncent que la France est encore une fois sauvée des griffes de l'émeute ; émeute que par une inconcevable singularité le bon vieux Moniteur ne voit qu'au travers de ses lunettes microscopiques. Non, non, en dépit de vos ridicules argumens, de vos ignobles calomnies, les électeurs n'enverront à la chambre nouvelle que des citoyens indépendans, des patriotes, des hommes de la gauche, des hommes dont la profession de foi est celle-ci :

Point de persécution politique ni religieuse : liberté et non pas seulement des libertés.

Plus de monopoles surtout pour l'enseignement.

Tous les priviléges de la naissance, en politique, sont abolis, sauf l'hérédité du trône.

A chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres.

Liberté et pour tous, égalité devant de bonnes lois, économie, instruction répandue, gloire et nationalité !.....

— La presse a fait son devoir, que la France électorale fasse le sien !

21-2-23-

AMIENS, IMP. DE J. BOUDON-CARON.